

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 19 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHODIA OPERATIONS (groupe solvay)

CI Saint Roch
58500 Clamecy

Références : 220633
Code AIOT : 0005401338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement RHODIA OPERATIONS (groupe solvay), implanté CI Saint Roch - 58500 Clamecy. L'inspection a été annoncée le 16/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réactive réalisée dans le cadre des dispositions prises relatives à la sécheresse 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHODIA OPERATIONS (groupe solvay)
- CI Saint Roch - 58500 Clamecy
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'usine de Clamecy de la société RHODIA est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements.

Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral sécheresse du 15/06/2021, articles Art. 4.1 et 4.3	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, articles Art. 4.1 et 4.3	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.1	/	Sans objet
4	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.3	/	Sans objet
5	Registre	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, articles Art. 4.1 et 4.3	/	Sans objet
6	Consommation maximale	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/04/2007, article 4-1-1	/	Sans objet
7	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-7	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-9	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-11	/	Sans objet
10	Point de rejet n° 1, débit	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-5	/	Sans objet
11	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 9-2-2	/	Sans objet
12	Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 9-2-3-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les contraintes de réduction de prélèvements d'eau imposées par l'arrêté

préfectoral sécheresse en vigueur.

Il respecte aussi les dispositions spécifiques imposées par cet arrêté préfectoral.

Il n'y a pas de remarque concernant le contrôle aléatoire fait en inspection des limites à respecter pour certains rejets du site réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral sécheresse du 15/06/2021, articles Art. 4.1 et 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements Yonne Aval et Beuvron (respectivement en alerte et en crise)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Pour des motifs liés à des impératifs de santé et salubrité publique (y compris l'arrosage des grumes) et raison de sécurité civile (C.E. art L.211-1), une dérogation est possible sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires sauf pour les cas d'urgence qui donneront lieu à bilan transmis a posteriori à l'autorité compétente.
Constats : Pas de dérogation demandée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, articles Art. 4.1 et 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements Yonne Aval et Beuvron
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau ; - dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.</p>
<p>Constats : Dispositions particulières dans l'arrêté préfectoral du site,</p> <p>Les dispositions de l'article 8-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2007 sont les suivantes. <i>« Limitation des prélèvements dans les eaux superficielles Lorsque les zones de gestion « Yonne aval » et/ou « Beuvron » définies dans l'arrêté cadre sécheresse du département de la Nièvre seront en situation de crise ou de crise renforcée, le préfet de la Nièvre pourra être conduit à signer un arrêté spécifique imposant la réduction des prélèvements dans les eaux superficielles, limitée à 20 % (crise) et à 50 % (crise renforcée) des débits de prélèvements horaires et journaliers fixés à l'article 10.1. »</i></p> <p>Ces dispositions datant de 2007 ne sont plus applicables. Prescription inadaptée, l'article 8-3 devra être corrigé à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement Yonne Aval (alerte)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p>
<p>Constats : Le prélèvement dans l'Yonne aval, pour la semaine du 10 au 17 août, a été réduit de 28,6 % par rapport à une semaine de référence (du 27 juillet au 2 août) qui correspond à une activité classique du site. Au moment de l'inspection, cette zone de gestion est classée en Alerte, une réduction de 10 % est imposée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.3
Thème(s) : Produits chimiques, Prélèvement Beuvron (crise)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p> <p>Le préfet pourra, au cas par cas, en fonction de la situation et l'importance de la crise, prendre des mesures de restrictions ou d'interdiction supplémentaire pouvant aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements.</p> <p>Constats : Le prélèvement dans le Beuvron, pour la semaine du 10 au 17 août, a été réduit de 18,1 % par rapport à une semaine de référence (du 27 juillet au 2 août) qui correspond à une activité classique du site. Au moment de l'inspection, cette zone de gestion est classée en Crise, une réduction de 20 % est imposée.</p> <p>Dans les faits, le prélèvement « Beuvron » s'effectue dans une partie désaffectée du canal du Nivernais. Celui-ci est majoritairement alimenté par l'Yonne. En conséquence de quoi, le référentiel à considérer est celui de l'Yonne aval et donc la réduction imposée est de 10 % au moment de l'inspection ; le site respecte donc cette baisse de la consommation attendue.</p> <p>Il est aussi possible de raisonner au niveau d'un prélèvement cumulé « Yonne aval » + « Beuvron (ancien canal) » pour la globalité du site, alors la réduction de consommation globale est de 28,4 %.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, articles Art. 4.1 et 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements Yonne Aval et Beuvron
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m³ par an : Registre hebdomadaire des prélèvements mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Constats : Registre informatique existant, consulté en inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consommation maximale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 11/04/2007, article 4-1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Conso max annuelle et débit max
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Réseau public : 28 000 m ³ /an Rivières : 4 750 000 m ³ /an, avec maximal 800 m ³ /h et 19 200 m ³ /jour.
Constats : Valeurs maximales annuelles respectées en 2021. Les valeurs figurants dans le registre informatique respectent les limites horaires. Données consultées du 17/08/22 : - graphe pour U1 (Beuvron) à 35 m ³ /h, - valeur instantanée pour U6 (Yonne) à 337 m ³ /h. Soit un cumul de 372 m ³ /h, pour une limite à 800 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-7
Thème(s) : Risques chroniques, Température et PH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • température : 30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 [...]
Constats : Les mesures du PH et de la température des rejets sont réalisées en continu. Données du 17/08/22, pour les 2 points de rejet du site dans l'Yonne : <ul style="list-style-type: none"> - eaux de refroidissement, PH de 7,4 et température de 28,4 °C, - eaux de la station d'épuration, PH de 8,05 et température de 25 °C.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-9
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet vers le milieu récepteur : n° 3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Respect des limites imposées sur certains paramètres.
Constats : Contrôle effectué sur le paramètre DCO, au 17/08/22. Mesure à 103, pour une limite à 500 mg/l ; le rendement épuratoire étant de 99,7 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de refroidissement : débit, température et DCO.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le débit et la température font l'objet d'une surveillance en continu. La DCO fait l'objet d'une surveillance journalière en entrée et en sortie du circuit de refroidissement. DCO, incrément de concentration entre l'entrée et la sortie du circuit de refroidissement (mg/l) : maximum 15, moyen 7.
Constats : - Le débit et la température sont suivis en continu. - Donnée du 17/08/22, DCO à 7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Point de rejet n° 1, débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4-3-5
Thème(s) : Risques chroniques, Débit max au point de rejet n° 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Point de rejet n° 1, eaux de refroidissement. Débit max : 1 920 m ³ /j et 80 m ³ /h. Aucun traitement avant rejet. Dans la rivière Yonne.
Constats : Relevés du 17/08/22, les débits sont de : - 11 549 m ³ /jour, - 480 m ³ /h. Ces valeurs sont environ 10 fois supérieures aux limites imposées dans l'arrêté préfectoral de 2007. Elles concernent le rejet des eaux de refroidissement qui ne subissent pas de traitement avant rejet et pour lesquelles il n'y a pas de consommation sur site (les quantités prélevées sont dans l'absolu identiques aux quantités rejetées). Le site étant autorisé à prélever au maximum 800 m ³ /h et 19 200 m ³ /j (90 % étant des eaux de refroidissement) il apparaît évident que les valeurs limites des débits de rejet des eaux de refroidissement sont erronées. Prescription inadaptée, une correction de ces limites devra être réalisée à l'occasion d'une modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 9-2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Le site ne prélève que des eaux de surface. Les installations de prélèvements sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur Les dispositifs sont relevés journallement. Les résultats sont portés sur le registre informatique vu en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 9-2-3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance de la qualité du rejet vers le milieu récepteur n° 3.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets [...] Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : n° 3 Débit, température : En continu. DCO, nitrates, MES, pH : Journalière. DBO ₅ , nitrites, ammonium, cuivre, phosphore total : Hebdomadaire. [...]
Constats : Registre informatique consulté en inspection. Les fréquences de suivi sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet